

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Hémophilie : le combat continue

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

HÉMOPHILIE, prophylaxie, traitement à la demande... Tous ces mots n'ont actuellement de sens que pour les hémophiles, leurs parents, quelques médecins et infirmières, ainsi que les membres de l'Association nationale des hémophiles. Si pour le moment, il n'y a qu'une trentaine de personnes diagnostiquées et suivies par l'Association et le Chul notamment, il reste encore beaucoup à faire.

La formation sur l'éducation thérapeutique du patient, organisée samedi passé par l'Association nationale des hémophiles, avait pour but de rappeler aux malades et aux parents les moyens et les procédures mis à leur disposition. "Tout hémophile doit connaître les traitements possibles. Il peut se les administrer à la maison ou dans une structure sanitaire

selon les cas. Car il faut savoir qu'il existe des hémophiles de type mineur, modéré et sévère dont le suivi n'est pas le même. Nous avons rappelé qu'il faut faire attention à ne pas se blesser ou saigner. Comme le fait qu'il faut commencer le traitement le plus tôt possible pour éviter certaines complications, entre autres", a expliqué Jean-Marie Nsapu L'Hey Bajani, secrétaire général adjoint de L'AGH. L'hémophilie est une maladie génétique. Elle est l'impossibilité pour le sang de coaguler. En cas de saignement, l'écoulement ne peut pas s'arrêter ou très difficilement. Elle touche principalement les garçons. Au Gabon, la prévalence est officiellement assez faible, avec un peu plus d'une trentaine de patients actuellement diagnostiqués et suivis. La conséquence est que le gouvernement n'a pas encore mis en place les mesures assurant une meilleure prise en charge des hémophiles.



Une vue de la formation sur l'éducation thérapeutique des patients.

"Pour le moment, nous sommes soutenus par la Fédération mondiale de l'hémophilie qui fait régulièrement des dons de facteur de coagulation. Il faut

garder à l'esprit que ce type de traitement est coûteux. Une séance vaut au moins 500 000 francs. Et quand on doit en faire plusieurs en une semaine, vous

comprenez que cela n'est pas facile pour les familles. L'aide de la sécurité sociale serait d'un grand secours pour les parents et les patients", a-t-il affirmé.

Enseignement supérieur : partenariat scellé entre l'USTM d'Inde et l'UIL

R.H.A
Libreville/Gabon

FAVORISER le transfert de compétences, la mobilité des étudiants en codiplômation et permettre l'accompagnement sur les formations scientifiques et technologiques entre universités privées. C'est sur ces termes que devrait porter le partenariat entre l'Université internationale de Libreville (UIL) et l'Université des sciences et technologies de Meghalaya (USTM) en Inde. Les deux établissements privés ont acté leur convention de partenariat lundi à Essassa, dans la périphérie de Libreville.

"La convention entre les deux établissements portera sur l'établissement de programmes d'échange des étudiants et d'enseignants-chercheurs. Ensemble, ils mettront en place des programmes culturels, de recherche communs sur la biodiversité et de coopération sur la codiplômation au bénéfice du développement", a spécifié



Partenariat signé entre l'Université internationale de Libreville et l'Université des sciences et technologies de Meghalaya d'Inde.

le recteur de l'UIL, Pr Jacques-François Mavoungou, avant l'échange de parapheurs. La délégation indienne a pu visiter les locaux de cet établissement hôte et apprécier son cadre et la qualité des enseignements dispensés. Ce qui aurait davantage motivé ce choix de partenariat avec le Gabon.

Plus tôt, les deux établissements

ont échangé avec le ministre gabonais de l'Enseignement supérieur, Pr Patrick Mouguiama Daouda. En marge des points relatifs à la convention, ils ont discuté d'un possible accompagnement de l'Inde au profit du Gabon dans la recherche technologique et la mise en place de projets communs orientés sur la pharmacopée et la naturopathie.

Le clin d'œil de *lybek*

